

L'air pollué nous rend malades

Près de quatre ans se sont écoulés depuis le lancement de l'étude épidémiologique visant à mesurer l'impact de la qualité de l'air sur la santé des Nouméens. Ses conclusions ? L'air pollué nous rend malades. Au-delà de l'évidence, les chercheurs ont mis en lumière des différences d'exposition en fonction des quartiers mais aussi de la sensibilité des populations aux différentes maladies. Cette étude, qui apporte quelques éléments de réflexion, devra être complétée par de nouvelles études plus approfondies.

Tous les Calédoniens, et pas seulement les Nouméens, ont eu l'occasion de se retrouver coincés dans les bouchons, le nez branché sur les gaz d'échappement. Pour les émissions polluantes de la centrale électrique de Doniambo, il suffit de lever la tête et d'observer les panaches de fumées. Ce n'est pas nouveau, et c'est d'ailleurs le premier point sur lequel ont insisté les experts venus de métropole, ce qui a été trouvé, correspond à ce qui est généralement observé partout ailleurs. Concrètement, plus on est exposé aux émissions polluantes, plus les risques de tomber malade sont importants. Au-delà de défoncer cette porte ouverte, cette étude comprenant deux volets, commandée par le gouvernement sur demande des associations environnementales et réalisée par des experts de l'Ehesp (École des hautes études en santé publique), de l'Aspa (Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique) en Alsace, ainsi que du bureau d'études Sepia-santé, établit des liens scientifiques à court terme comme à moyen-long terme entre les pollutions et la santé des Nouméens.

Le premier volet sur la santé des enfants scolarisés (consultable sur le site de la Direction des affaires sanitaires et sociales) mettait en évidence la prévalence à court terme de maladies respiratoires chez les enfants exposés. Le second volet, plus global, avait pour ambition de voir, à l'échelle de la ville, les liens à moyen-long terme, des émissions de polluants avec des maladies respiratoires ainsi que certaines maladies cardiaques et accidents vasculaires cérébraux (faute de localisation des patients, les longues maladies n'ont pas pu être retenues).

Les moins favorisés plus touchés

L'analyse va plus loin en dressant des cartes permettant de visualiser les différentes populations touchées par les différents types de polluants retenus pour l'étude : le dioxyde de soufre (SO₂), le dioxyde d'azote (NO₂) et les PM₁₀, particules très fines qui flottent dans l'air. Ces trois polluants ont une origine industrielle, liée au trafic routier ou les deux, c'est notamment le cas du NO₂.

Les experts ont mis en lumière le fait que les populations les plus défavorisées étaient plus sensibles aux pollutions. Pour faire simple, à exposition égale, les populations les moins favorisées meurent davantage, sont davantage admises à l'hôpital pour des maladies cardio-vasculaires et respiratoires et consomment plus de médicaments pour l'asthme. Pour les experts, cette plus grande sensibilité pourrait être liée au fait que les quartiers les plus populaires sont les plus exposés – c'est particulièrement vrai pour certaines zones de Ducos – mais aussi du fait d'un moins bon état de santé au départ et/ou de comportements à risque plus fréquents. Globalement, les chercheurs observent que les pollutions touchent les populations les plus fragiles installées dans les quartiers nord.

Les plus nantis ne sont toutefois pas épargnés par les pollutions, même si elles sont davantage liées au trafic routier. Les experts ont trouvé un lien significatif entre la concentration de PM₁₀ et les cancers du poumon. Les particules fines sont très concentrées en centre-ville, où le trafic routier est dense et où résident également des ménages relativement plus aisés que dans les quartiers périphériques. Pour cette population, un lien entre PM₁₀ et cancer du poumon a été

identifié.

Les métaux lourds écartés de l'étude

En ce qui concerne le dioxyde d'azote, l'étude ne conclut à aucune corrélation entre l'émission de ce polluant et les indicateurs de santé sur Nouméa à moyen-long terme. Les experts rappellent toutefois que si aucun impact n'est notable à long terme, ce n'est pas le cas à court terme et plus particulièrement dans les écoles où ses pics de concentration déclenchent crises d'asthme ou encore des irritations de la sphère ORL. Dans l'ensemble, le travail présenté par la Direction des affaires sanitaires et sociales est plutôt rassurant. Si les pollutions ont un réel impact en termes de santé publique, la qualité de l'air de l'agglomération est relativement bonne. Du moins si l'on considère les trois polluants retenus pour l'étude. Il en manque toutefois un certain nombre et en particulier le nickel. Un métal et ses dérivés qui sont classés dans la catégorie 1 (substances que l'on sait être cancérigènes) par la plupart des grands instituts, à commencer par le Centre international de recherches sur le cancer.

Le nickel est également un allergène très puissant. Par manque de données, il a été placé en dehors du champ de l'étude. « *À l'époque, nous avions très peu de billes*, commente Emmanuel Rivière, spécialiste de la qualité de l'air pour Atmo (équivalent de Scal'Air) Alsace. *Mais il y a un intérêt à regarder le nickel.* » Si l'on manque d'observations concernant les métaux lourds, les premières campagnes de mesures remontent tout de même à 2009. Scal'Air soupçonne que la concentration en nickel dépasse les seuils internationaux, sans pour autant en avoir la certitude. Des travaux sont en cours pour confirmer ces dépassements. De la même manière, comme l'ont souligné les spécialistes eux-mêmes, au vu du peu de données, il serait utile de poursuivre les travaux de cette étude, en retenant d'autres polluants comme le nickel ou l'amiante, pour en confirmer et en affiner les résultats. Reste à savoir si le Congrès sera prêt à payer.

M.D.



Les experts métropolitains ainsi que la direction des affaires sanitaires et sociales ont effectués deux présentations, l'une pour la presse, l'autre pour le public qui, hormis des représentants des associations de protection de l'environnement, n'a pas vraiment répondu à un appel. Il faut dire que le gouvernement n'a effectué aucune communication autour de l'événement.

Des études à consulter

Le premier volet de l'étude est disponible sur le site Internet de Scal'Air et sur celui de la Direction des affaires sanitaires et sociales http://www.dass.gouv.nc/portal/page/portal/dass/observatoire_sante/rapports_etudes ou www.scalair.nc. Le second volet devrait être prochainement disponible sur les mêmes sites.

À quoi servira l'étude ?

Une étude épidémiologique permet d'établir des liens statistiques entre deux ou plusieurs phénomènes. L'intérêt de ce genre d'études est qu'elle peut être à la base d'interventions pour modifier des comportements. Mais pour cela, il faut que la population ou la classe politique s'approprient les résultats de telles enquêtes, en tirent leurs conclusions et apportent d'éventuelles réponses aux problématiques posées. Sur les conclusions à tirer, Jean-Paul Grangeon, le responsable de la santé publique de la Direction des affaires sanitaires et sociales, indique qu'il est encore trop tôt, des rencontres devant encore avoir lieu entre les experts et les services sanitaires

calédoniens. En attendant les conclusions des pouvoirs publics, on peut relever qu'il n'est pour le moment pas prévu de suite à cette étude, suites qui sont néanmoins préconisées par les experts. On notera également l'absence de responsables politiques du gouvernement lors de la présentation à la presse et au public, peut-être annonciatrice du traitement qui sera réservé à cette étude. La loi sur l'air, qui est en travaux depuis de nombreuses années, en est la parfaite illustration.

Pour qui la facture ?

Une fois que l'on connaît les impacts des pollutions sur la santé publique, l'idée est de les réduire. Un point difficile puisque selon les experts comme la Dass, modifier les comportements est une chose longue et complexe. Toujours est-il que la Nouvelle-Calédonie, à l'instar de la métropole, a adopté le principe de pollueur-payeur qui pose notamment qu'un industriel doit prendre à sa charge les externalités positives et négatives. Les maladies générées autant par le trafic routier que l'industrie ont un coût pour la collectivité. La question de savoir à qui il revient de supporter ces coûts est donc naturelle, tout particulièrement si l'on considère la situation des comptes sociaux.

Scal'Air, l'outil pour mesurer la qualité de l'air

La création de Scal'Air, tout comme l'Œil, montre l'importance de l'engagement citoyen sur les questions d'environnement. Les contestations liées aux émissions de la SLN ont conduit à la création de cette structure, en 2004, dont les missions sont de mesurer, d'informer et de sensibiliser. Les travaux de Scal'Air ont permis d'accélérer les prises de conscience et de mettre en évidence la part de responsabilité de l'industriel dans les pollutions de la SLN ce qui a conduit l'industriel à utiliser du fuel très basse teneur et très très basse teneur en soufre. Scal'Air devrait bientôt disposer d'un nouvel outil permettant de modéliser les pollutions. Cela ouvrira de nouvelles perspectives dont celle d'établir des prévisions au lieu d'alerter en fonction des différents paramètres (météo, topographie, émissions...). Ce modèle permettra de recréer le phénomène de pollution atmosphérique et, par exemple, de mesurer l'impact de l'instauration d'une circulation alternée.